

Service animal et environnement

Metz, le 05 septembre 2022

Affaire suivie par : Magali LEPRÄËL

Tél : 03 87 39 75 00

E-mail : ddpp@moselle.gouv.fr

RÉF. courrier : 2022 02001

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

HEYMANN JEAN GEORGES

racheté par la société DESIETRA Gmbh
Barville Haut
57790 NITTING

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement HEYMANN JEAN GEORGES racheté par la société DESIETRA Gmbh implanté Barville Haut 57790 NITTING. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEYMANN JEAN GEORGES (racheté par la société DESIETRA Gmbh),
- Barville Haut 57790 NITTING
- Code AIOT : 0055700637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
-

La société DESIETRA a racheté le site de Monsieur HEYMANN en 2019.
La société produit annuellement 87,493 tonnes d'esturgeons sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés, et à ce titre il ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
18	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
21	Inspection du 30 août 2022	Code de l'environnement du 08/04/2008	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9	/	Sans objet
7	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 12	/	Sans objet
8	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 13	/	Sans objet
9	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14	/	Sans objet
10	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	/	Sans objet
12	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17	/	Sans objet
13	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18	/	Sans objet
14	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19	/	Sans objet
15	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, il est constaté:

- l'absence de déclaration de changement d'exploitant: Le site est exploité par la société DESIETRA depuis quelques années et aucune déclaration de changement de pétitionnaire n'a été faite auprès de l'administration ;
- l'absence de déclaration de changement de volume de production. La production est de 87,493 T d'esturgeons en juillet 2022. A ce titre, le site est soumis au régime de l'autorisation et fonctionne sans les autorisations adéquates ;
- l'absence de grille de 10 mm en amont du site; (prise d'eau) ;
- l'absence d'enregistrement des volumes de la prises d'eau et de débit réservé.

2-4) Fiches de constats

N° 2 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Élevage, Elevage, règles d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; les prélèvements d'eau associés. L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau. L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé. Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture. La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles. L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas de système ou de méthode, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau ni du débit réservé.</p> <p>Aucune disposition n'est prise pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés.</p> <p>La pisciculture ne comporte pas à l'amont de grille fixe et permanente la délimitant et empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille ne devant pas excéder 10 millimètres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 9
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche. Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière. Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.
Constats : L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de sédimentation, ni de boues dans les bassins de la pisciculture. Ces faits seront démontrés dans le dossier à déposer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Règles d'aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 12
Thème(s) : Élevage, Règles d'aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte des eaux, autres que celles sortant des bassins d'élevage et des eaux de pluies, est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées. Ces eaux sont dirigées vers le réseau collectif d'assainissement ou traitées par un dispositif d'assainissement non collectif. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par une gouttière et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel sans préjudice pour l'environnement.
Constats : Le bâtiment administratif est équipé d'un ANC. Les locaux vestiaires ne contiennent pas de sanitaire. Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas gérés par un réseau séparatif. Elles ne sont pas collectées par une gouttière. Les prescriptions seront à évaluer dans le cadre du dossier à déposer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 13
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.
Constats : Conforme le jour du contrôle
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixée à l'article 15. Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés. Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).
Constats : Les rejets ne sont pas réalisés à un point unique. Les prescriptions seront à évaluer dans le cadre du dossier à déposer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8,5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. 4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval. 5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH4 +, NO2-, PO4 ³⁻ et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH4 +, NO2-, PO4 ³⁻ et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) : MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg / l ; NH4 + : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH4 +) ne dépasse pas 0, 5 mg / l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg / l ; NO2-: l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 3 mg / l ; PO4 ³⁻ : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 5 mg / l ; DBO5 (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg / l. Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.
Constats : Lors du contrôle une analyse de NH4 + une concentration dépasse 0, 5 mg. (supérieur à 3 mg constaté) La dernière analyse d'eau doit être transmise au service SAE de la DDPP. Les prescriptions seront à évaluer dans le cadre du dossier à déposer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux modalités prévues au niveau départemental.
Constats : Le jour du contrôle le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets sont fait conformément à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.
Constats : Conforme le jour du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).
Constats : Conforme le jour du contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
Thème(s) : Élevage, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Constats : Le jour du contrôle, les réseaux électriques sont en cours de rénovation . Les extincteurs sont présents et conformes (date du contrôle à venir 11/2022) et l'affichage des numéros d'urgence est réalisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : Les documents présentés : - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour ; - le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage, les points de rejets des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Élevage, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.
Constats : Absence de relevé du débit dérivé et ni du débit réservé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/04/2008
Thème(s) : Élevage, Modification déclarée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Déclaration des modifications liées à l'ouvrage.
<p>Constats : absence de déclaration de changement d'exploitant: Le site est exploité par la société DESIETRA depuis quelques années et aucune déclaration de changement de pétitionnaire n'a été faite auprès de l'administration.</p> <p>Absence de déclaration de changement de volume de production. La production est de 87,493 T d'esturgeon en juillet 2022. A ce titre, le site est soumis au régime de l'autorisation et fonctionne sans les autorisations adéquates.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois